



La Soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

21 juin 2001

Par l'équipe du Collectif

Numéro 71



Et d'ici là comment réagir?

Dans la dernière semaine, quelques organisations (par exemple le FRAPRU, la Fédération des femmes, la CSN, la CSQ) et régions (par exemple le Bas St-Laurent) ont réagi par des communiqués aux annonces ministérielles, toujours avec le même réflexe d'un message répété par plusieurs voix. D'autres ont reçu des appels. De ce que nous en savons la méthode de consultation du gouvernement ne sera connue qu'en août. On peut supposer aussi que le gouvernement va chercher à nous tester. Alors, on vous invite à un maximum de cohérence et de prudence dans les situations où vous pourriez être confrontés d'ici là : rappelons-nous ce qui nous réunit et mentionnons-le à répétition. À nous de montrer qu'on sait ce qu'on veut et de rappeler notre travail commun dans le Collectif. Il y a là une belle démonstration d'unité à faire. Nous vous reviendrons en août avec des consignes plus précises.

Même à Calgary...

Le gérant de l'hôtel de Calgary où logeait Vivian l'a aidée à préparer un acétate à partir de l'affiche. Après avoir pris le mot «loi» pour les chiffres «101» comme dans la loi 101 (!), il a fini par comprendre que c'était une loi sur l'élimination de la pauvreté et par expliquer que même avec un emploi il vivait sous le seuil de la pauvreté avec sa famille. Ce matin, au moment du départ, il a dit à Vivian: «Je parlais de ça avec une serveuse de l'hôtel, et on trouve que c'est un bon projet votre affaire. On devrait avoir ça en Alberta aussi...» «Ça se fait en s'organisant!» a répondu Vivian. Les oreilles de Ralph Klein ont dû lui siller...

Time out! Prendre des forces pour l'ensuite



De la suite dans nos idées

Calgary - Bonjour tout le monde! C'est notre dernier numéro de la Soupe au caillou avant les vacances puisque Christian Dubois et moi serons bien loin de l'ordinateur pour quelque temps. Notre délégation s'envole en effet pour la France ce vendredi. Nous espérons vous revenir pleins d'idées et de nouveaux contacts (voir au verso l'horaire qu'on nous prévoit). C'est d'ailleurs ce qui vient de se passer ici, à Calgary, à l'occasion du 10e Congrès bisannuel sur les politiques sociales canadiennes du Conseil canadien sur les politiques sociales, où j'étais invitée à présenter notre travail lors de la séance de clôture. En passant, l'accueil reçu me fait réaliser l'importance du niveau de mobilisation auquel nous en sommes peu à peu arrivés et qui nous est envié.

Je rentre donc avec plusieurs épinglettes en moins, une bonne mise à jour sur les tendances et les courants de pensée au plan des politiques sociales au Canada et plusieurs contacts. Saviez-vous par exemple qu'il existe un groupe en Colombie britannique qui s'appelle «End legislated poverty» (éliminez la pauvreté légalisée!)? Autre façon de nommer le même problème : la pauvreté est inscrite dans le système et il faut agir sur le système.

Notre plan d'action mis en action

Cette saucette dans l'Ouest a donc permis de mettre en route les points «canadiens» du plan d'action que nous avons adopté lors de la rencontre d'orientation des 3-4-5 juin (copies disponibles sur demande) à l'effet d'agir au niveau des politiques canadiennes qui ont un impact sur la proposition de loi que nous mettons de l'avant et de faire des contacts avec des associations et regroupements qui font un travail similaire au nôtre. Il y avait là plusieurs chercheurEs impliqués dans des universités ou des institutions fédérales ou provinciales, mais aussi reliés à des organisations qui font des luttes sociales sur le terrain. Et nous avons abordé quatre thèmes : 1. Richesse, santé et bien-être : tensions et passions, 2. Globalisation et localisation, 3. Droits individuels et collectifs, 4. Marginalisation : Inclusion/Exclusion.

Programme de la visite en France

Afin de vous donner une petite idée de ce que le Collectif peut bien aller faire en France, voici l'horaire de la partie officielle. En plus de ces rencontres, plusieurs rencontres plus informelles sont prévues.

Lundi 25 juin

PM Rencontre de militants engagés dans la lutte contre la pauvreté à la Maison Quart-Monde. Discussion autour de la loi contre les exclusions votée en France et du projet de loi sur l'élimination de la pauvreté défendu au Québec.

Mardi 26 juin

AM Rencontre autour d'acteurs engagés dans la lutte contre l'exclusion en France. Réflexion autour de la place de l'économie solidaire dans nos sociétés. Comment l'économie peut-elle participer à la lutte contre l'exclusion ?

PM Rencontre avec des chercheurs et des étudiants autour de la pauvreté et de l'exclusion. Quelles sont les approches et les questions posées dans l'un et l'autre pays ?

Mercredi 27 juin

AM Rencontre citoyenne d'acteurs de la société civile se mobilisant auprès des pouvoirs publics pour défendre la citoyenneté et la dignité de tous notamment à travers la lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

Jeudi 28 juin

AM Rencontre des représentants de différents Secours Catholique de Rhône-Alpes pour réfléchir à la manière d'agir ensemble, avec les personnes qui vivent des situations de pauvreté, à l'avènement d'une société meilleure.

PM Rencontre des membres d'un Droit pour tous. Comment se mobiliser pour que les droits fondamentaux de tous soient respectés ?



Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

C.P. 1352 Terminus, Québec, Qc, G1K 7E5

www.pauvrete.qc.ca

Tél.: (418) 525-0040 / Fax: (418) 525-0740

Courriel: pauvrete@clc.net

Nos bureaux sont situés au 165, de Carillon dans la Basse-Ville de Québec.

Si vous le voulez, vous pourrez consulter le programme et les titres de communications sur le site Internet du congrès : www.ucalgary.ca/UofC/conferences/socialpolicy. Disons en gros que les bases de notre travail se trouvent assez bien confirmées, en particulier l'approche fondée sur les droits, qui a été un fil conducteur de toute la rencontre. Je retiens en particulier la présentation de Jim Iff, un chercheur australien, qui voit dans une approche de droits l'«une des quelques idées qui puissent confronter l'orthodoxie économique». Fort de son expérience dans plusieurs pays, il nous a rappelé que les droits humains ne peuvent jamais être pris pour acquis. De son côté Daniel Turp a présenté le revenu de citoyenneté sous l'angle de la synthèse qu'il permet entre droits individuels et collectifs.

Dépendance/indépendance ou interdépendance?

En ouvrant le congrès le premier soir, le Ministre de l'aide sociale de l'Alberta, qui a lancé une vaste consultation pour réviser le système d'aide sociale, n'a pas fait un succès en nous présentant l'«indépendance» des personnes comme la valeur à rechercher à travers ce système, comme dans «faire sortir les personnes sans emploi de la dépendance» (en passant l'aide sociale ici est à 402\$ par mois pour une personne seule!). Plusieurs personnes, dont le chef Déné Edward John, sont intervenues pendant les trois jours pour mettre plutôt en évidence que c'est le sentiment de notre commune interdépendance qui doit motiver les décisions.

Les voies déraisonnables du pouvoir

Par ailleurs toutes ces conférences posent une bonne question: quand les chiffres sur les inégalités se font aussi évidents, comment se fait-il que les recherches n'arrivent pas à influencer les gouvernements? On en a eu une assez bonne démonstration avec une communication tout à fait passionnante de Steve Kerstetter, ancien directeur du Conseil national du bien-être, qui était intitulée : «Le budget fédéral 2000 : comment NE PAS faire de la bonne politique sociale». Steve nous a démontré que tout était en place en 2000 pour un budget fédéral qui aurait un impact sensible sur la pauvreté des enfants, mais que mystérieusement, en bout de processus, la démarche amorcée a été effacée par l'entourage immédiat de Paul Martin pour donner le budget de baisses d'impôts que nous connaissons. Une autre chercheuse, Toba Bryant, nous a présenté son étude sur le rôle des connaissances dans le développement et l'implantation de politiques sociales progressistes. J'ai retenu une phrase extraite des entrevues qu'elles a menées : «Nous n'avons pas perdu par manque de connaissances ou par manque de faits, nous avons perdu par manque de pouvoir». Le fameux rapport de forces... Ce qui contraste, comme l'a laissé voir Gregg Olsen, avec les valeurs de base qui permettent à la Suède d'être une société beaucoup plus égalitaire que le Canada et les États-Unis et d'imposer à l'État d'agir en conséquence. Dans une enquête on a demandé aux gens dans les trois pays quel serait un écart acceptable entre le cinquième le plus riche et le plus pauvre? Les réponses : un écart de 5 à 1 pour les CanadienNES, de 11 à 1 pour les États-unienNES, et de ... 2,4 à 1 pour les SuédoisES.

Refaire les forces... du rapport de forces

Quant à nous, les médias ont bien répercuté notre point de vue face au lancement des orientations gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté la semaine dernière. Mais nous aurons besoin de toutes vos idées pour mener la prochaine ronde à l'occasion de la tournée des régions annoncée par le gouvernement. D'ici là, nous vous avisons que nos bureaux seront fermés cette année du 6 au 31 juillet. Histoire de reprendre des forces... pour continuer de le construire, le rapport de forces! Alors reposez-vous bien. Et rendez-vous en août pour un autre épisode de cette passionnante aventure citoyenne. Je vous suggère un titre pour le prochain chapitre : «la solidarité en action». Et si nous nous étonnions nous-mêmes?

Bon été, Vivian. 